

LES BRÈVES DU BISTROT 4

Depuis début janvier des prisonniers du CRA de Vincennes, proche de Paris, se sont mis en grève de la faim pour revendiquer l'illégitimité de leur incarcération et l'amélioration de leurs affreuses conditions de détention. Nous relayons ici le communiqué des prisonniers d'un autre CRA, celui de Plaisir (sic!), qui explique un peu leur vie au entre et exprime leur soutien à ceux de Vincennes.

Ici nous on vit mal. Même la nourriture n'est pas bonne. Ils profitent de leur force de policiers, ils nous traitent mal. Ici il y a des gens qui sont malades, ils n'ont rien fait pour eux, ils n'ont même pas appelé le psy ou le psychiatre alors qu'ils ne dorment pas la nuit. Pour certains c'est leur première prison ici, y'en a qui se sont fait arrêter sur un contrôle d'identité, d'autres parce qu'ils sortent de prison. Ils ont rien fait ici pour nous, ils nous ont maltraité. C'est très sale, le nettoyage il est pas bien fait.

On sait pas. On est dans la merde, ils nous traitent mal, déjà, pourquoi on est là ? Parce qu'on a pas de papiers ? Y'en a, c'est la première fois qu'ils attrapent. Y'a ceux pour qui on déclare les heures de vol, y'a ceux qu'on vient chercher à 4h du matin. Y'en a un, ils l'ont pris à l'aéroport, ils l'on scotché direct, maintenant il est tombé malade. Ils l'ont amené à l'hôpital hier, et après, mitard. Y'a deux jours, il a vomi partout, même pas ils nettoient, y'a encore le vomi deux jours après. Franchement si tout ça c'est pas du racisme, on, sait pas ce que c'est. En fait si, c'est du racisme.

Les gens d'ici, ils les prennent pour des cons, ici c'est pas un centre, c'est une garde à vue, on est dans un grand

poste de police, et à l'intérieur, y'a le centre. La vie ici c'est comme une GAV classique, il y a tellement de trucs qui se passent à l'intérieur, il faut vraiment que notre voix elle sorte, en même temps, y'a rien de special, c'est toujours la merde. Ils te punissent avec la bouffe, ils te punissent avec la torture mentale, ils te punissent avec leur hypocrisie. Ils font genre ils sont humains, mais ils sont contents que ça se passe. Ca ne peut que s'empirer, ça ne peut pas aller mieux. Le petit déjeuner ici, c'est de 7h à 7h30, à 7h31, y a plus de petit déjeuner. On dirait que c'est une grève de la faim forcée. Les gens ils attendent la gamelle toute la journée.

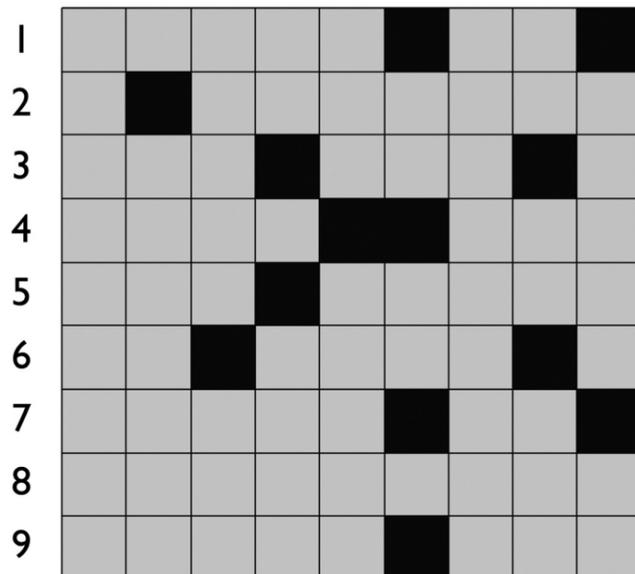
Y'a un gars, le 27/01 c'était son 45e jours, à 15h15, il était libre, mais à 11h15, ils l'ont deporté. Le copain dont on parle, l'interphone l'a convoqué à l'infirmerie, là y'a trois personnes qui l'attendaient, ils lui ont mis trois ceintures, une pour les mains, une pour les pieds, une autre autour de la taille. Ils l'ont tapé dans la voiture et ils lui ont dit « sale arabe, rentre chez toi ». ici y en a ils ont fait plus de 24 mois de prison et ils les ont ramené ici. C'est leurs politiques de batards.

Même on s'est embrouillé avec eux aujourd'hui parce que la promenade elle est trop sale. Faudrait au moins laver une fois par semaine. C'est grave. On leurs a dit même une fois par mois. Ils ont dit non ils ont rigolé. Ils nous parlent de façon minable.

Comme on dit, la police elle est partout, la justice elle est nullepart. Force à tous les potos de vincennes et d'ailleurs, tout ça va pas durer !

Des prisonniers du centre de rétention de Plaisir, en île-de-France

I II III IV V VI VII VIII IX



Horizontal :

- 1 : Comprend / Aïeule dalton
- 2 : Ancien journal local
- 3 : Morceau d'archipel / Un sacré bout de temps
- 4 : Les vrais stars du bistrot de la caisse ? / Organisation ennemie
- 5 : Syndicat étudiant / Vitesse d'exécution
- 6 : Un Spielberg de l'enfance / Elle se situe entre l'eau et la terre
- 7 : Visite de lieu à l'abandon / Meilleure des mentions
- 8 : Se dit d'un groupe religieux
- 9 : Champignon qui fait tripper / Vendeur d'or noir

Vertical :

- I : Vends la mèche
- II : Redonner des couleurs
- III : Élève des vers / Vaccin
- IV : En deuxième / Opposition latine
- V : Le temps des abricots / Grattât
- VI : Pour la Roumanie / Section éco
- VII : Il sent la pression monter
- VIII : RDV annuel / Communication privée sur les réseaux / Ne se fait pas beau devant un homme
- IX : Miroir de poche / Littérature d'aujourd'hui et de demain

Y'a du changement à Marius Berliet !

On a failli manquer la nomination assez discrète du nouveau directeur départemental de la Sécurité publique du Rhône, le chef de la police. Patrick Chaudet a été nommé le 26 décembre à la place du discret Lucien Pourrailly qui ne sera pas vraiment regretté chez les flics qui trouvaient leur ancien patron plutôt laxiste sur les thématiques sécuritaires.

Le petit nouveau lui, nous vient directement de Rennes, où il exerçait le même poste mais pour l'Île et Vilaine depuis 2013. On peut noter l'inventivité et la paranoïa dont il a fait preuve en 2016, lors du mouvement contre la loi travail. La répression rennaise fût complètement folle, on se remémore ainsi les nombreux-e-s blessé-e-s par les keufs (dont un œil du à un tir de LBD 40), les charges en camions sur des manifestants ou l'arrestation de 19 personnes accusées d'avoir obstrué les poinçonneuses du métro avec de la mousse expansive suite à une surveillance accrue « de la mouvance d'ultragauche ». Il continue depuis sur sa lancée en faisant récupérer sans vergogne la moindre fiole de sérum physiologique ou encore lors de la fameuse affaire du pommeau de douche en 2017. Un de ses autres cheval de bataille lors de sa prise de fonction en Bretagne fut l'alcoolisation étudiante, symbolisée par les tentatives plus ou moins réussies de réhabilitation de la place Saint Anne, de concert avec la mairie.

Lors de son premier discours officiel le 18 janvier, il définit quelles seront ses priorités en tant que grand chef de la police rhodanienne. Il cible clairement deux problèmes spécifiques, la dispersion des manifs et la prétendue criminalité des mineurs isolés. Pas un mot bien entendu sur l'absence critique de logement de ces mêmes mineurs isolés. Lors de ce discours, il maintient aussi que le flashball n'est pas un problème (en tout cas à Lyon), omettant qu'un lycéen a perdu un œil en juillet dernier !

Un autre personnage, lui aussi sinistrement adepte du tout sécuritaire, viens de déposer ses cartons dans le Rhône. Nicolas Jacquet, ex procureur de Rennes, a été nommé à Lyon le 11 janvier après trois ans de service à Rennes où il a réussi à faire tripler le nombre de comparution immédiates ! Nicolas Jacquet à trois marottes qui, bien évidemment, correspondent à celles de Patrick Chaudet : les violences urbaines, la lutte anti terroristes et les mineurs isolés.

Ces deux là ont l'habitude de bosser ensemble, et, au vu de la nouvelle loi anti casseur (voir *Le zeitgeist repeint en jaune*) votée à l'assemblée, ils risquent fort de se sentir encore un peu plus libres dans la répression des mouvements sociaux.



LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME ! COTISEZ À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ !

Permanences pour se rencontrer, demander de l'aide ou proposer des coups de main :

premier jeudi de chaque mois, 19h, à la Lutrine (91 rue Montesquieu 69007 Lyon)

Contact: 06 43 08 50 32 / caissedesolidarite@riseup.net

Le zeitgeist repeint en jaune

Le 11 janvier, Christophe Castaner annonce dans le plus grand des calmes, dans une interview « new gen » en direct sur le facebook du média Brut., que toutes les personnes qui se rendront en manifestation le lendemain seraient complices de la casse ou des violences qui pourraient s'y produire.

Outre l'absence totale de fondement juridique d'une telle déclaration, c'est ce qu'elle véhicule symboliquement qui a de quoi faire tiquer. Elle rappelle ainsi le souhait du gouvernement de jouer à fond la carte de la criminalisation du mouvement, après avoir tenté celle de la neutralisation par des annonces aussi creuses qu'inintéressantes. Les discours officiels se resserrent autour d'une ligne dur, les manifs du samedi qui, acte après acte, font trembler les petites et grandes villes de France doivent cesser, et, à défaut, être sévèrement réprimées.

On n'a pas vu pareille pluie hebdomadaire de lacrymos depuis un moment, les « plop » des LBD nous font régulièrement sursauter quand ce n'est pas les puissants blast des GLI-F4. Le journaliste D. Dufresne recense les violences policières depuis le début du mouvement. Une personne est décédée après avoir reçu une lacrymo, 17 ont perdu un œil et au moins 4 se sont fait arracher la main. Au total plus de 250 personnes sont blessées gravement et plusieurs milliers se sont fait touchées. Nulle volonté ici de s'en tenir à l'énumération un peu déprimante de nos blessés. Simplement, mettre en exergue ces chiffres permet de montrer à quel point la violence policière est prête à se déployer dans ce genre de mouvement particulièrement offensif et déterminé ; et ce pour deux raisons. D'une part l'impunité qui règne sur les agissements des flics, couverts par leur ministre (« je ne connais aucun policier qui ait attaqué un gilet jaune » dit Castaner), couverts bien sûr aussi par la justice, toute prompte à justifier leur acte. D'autre part la puissance des armes utilisées

par les flics est colossale et, même en connaissant leur capacité mutilatoire depuis longtemps, on reste choqué à chaque nouvelle vidéo qui la démontre.

La violence policière n'est pas présente que dans la rue, depuis quelques semaines elle a aussi fait irruption dans les médias. Ainsi, et même si TF1 a soigneusement évité le sujet lors de son interview de E.Philippe, quasiment toutes les grandes chaînes télé/radios ou titres de presse ont évoqué la virulence des keufs et de leurs armes. Le constat du nécessaire désarmement, au moins partiel, de la police commence à être partagé par une grande part des gilets jaunes et l'adage « tout le monde qui se confronte aux forces de l'ordre se met à détester la police » semble se confirmer. Ce que chacun commence surtout à capter c'est que le gouvernement se sent tanguer et que, comme disait en substance l'ami Foucault, la répression de l'Etat s'accroît au moment où celui-ci se sent le plus fragile. La violence insidieuse que le gouvernement nous fait subir en nous imposant le règne de l'économie se mue pendant ces samedis en une violence directe sur les corps ; prise de conscience subite et violente de la guerre de basse intensité qu'on subit au quotidien.

La répression c'est aussi la justice qui la mène. Le ministère a déclaré près de 7000 interpellations et au moins 1000 condamnations en pas même trois mois. C'est la foire aux gardes à vue : pour possession de lunettes de piscine, d'un masque d'infirmier, ou simplement pour sa présence en manif on peut filer au poste. Le « groupement en vue de commettre des dégradations ou violences » fait fureur et lorsqu'il est assorti de sanctions pour détention d'arme ou violence sur agent, ça peut aboutir à de sacrées peines ; à Lyon par exemple un manifestant s'est pris 8 mois fermes pour un lancé de fumigène vaguement en direction des flics et la présence dans sa poche de son couteau de pique nique.

Récemment c'est à travers une loi, dite anti-casseur, que le gouvernement poursuit son entreprise de répression tout azimut. A la suite des manifs aux débordements massifs à Paris et ailleurs de début Décembre, Castaner et Philippe ont ainsi appuyé ce projet déposé initialement par la droite (merci à Retailleau, qui avait déjà commis la pétition « La chienlit, ça suffit » en avril 2018 contre la ZAD et les blocages de fac). Ça rappelle évidemment, par son joli nom mais aussi par le moment choisi pour la discuter et la voter, la loi dite « anti-casseur » promulguée à la suite de Mai 68, puis abrogée par Mitterrand. Un pas de plus est franchi : jusque-là les condamnations tombaient pour des délits aussi flous que « groupement en vue de » (chef d'inculpation qui n'est que le petit frère de l'association de malfaiteurs). Désormais, ce ne sera même plus à un juge de se prononcer : grâce aux services de renseignement, le Préfet pourra jouer aux fléchettes sur un trombinoscope et décider qui pourra encore manifester ou non. Nul besoin d'avoir commis un quelconque délit, le simple fait de « connaître quelqu'un qui connaît quelqu'un » suffira.

En plus des flics, à Lyon, on a eu fort à faire ces dernières semaines. Les fafs étaient de sortie en mode agressif et si une partie du mouvement ne veut pas « prendre parti entre facho et antifa » il est clair que de nombreux gilets jaunes ont pris en grippe ces nazillons qui pourrissent les manifs et n'ont pour proposition que leurs éternels bla-bla anti-immigration ; agressant par ailleurs ceux qui déploient des banderoles hostiles à ce genre de discours nauséabonds. Gageons que le mouvement parviendra finalement à les virer.

On a décompté une centaine d'interpellations depuis le premier acte dont quelques unes ont abouti sur des peines de prison ferme. Les récits des comparutions immédiates chaque lundi sur Rebellyon sont éclairants sur la volonté des juges et procureurs de mater les manifestants; sur celle des flics d'empocher une petite prime en se constituant partie civile. L'épilogue du compte rendu du lundi 28 résume ainsi : « procès inéquitables et uniquement à charge, mépris face aux manifestants gilets jaunes, non remise en cause de la parole policière, chaque audience est à ce titre édifiante sur l'état de délabrement de la société et des institutions républicaines – comme disent les macronistes. »

Si le mouvement des gilets jaunes a beaucoup été accusé de poujadisme en raison de revendications soit disant centrées uniquement sur la réduction des taxes, aucun doute que ces dernières sont aujourd'hui très diversifiées et font une place réelle à l'anti-répression. Les appels à l'interdiction des LBD ou GLI-F4 se multiplient et la pétition réclamant l'amnistie de tous les gilets jaunes à dépasser les

50 000 signatures. Des gestes de solidarité face à la police se déploient, ainsi les 140 000€ récoltés pour « tous les gilets jaunes blessés par la police » ou l'ahurissante somme amassée pour les frais de justice de Christophe Dettinger. Le port de masques pour se camoufler et se protéger des gaz se développe, la connaissance des armes des adversaires aussi. Et puis, la confiance dans la police et la justice se sera vue sacrément égratignée en à peine deux mois chez des tas de gens qui n'avaient pas grand chose à en dire jusque là, c'est toujours ça de pris !

INFOS DANS L'RÉTRO

Collusion entre police et transports en commun : à Toulouse, durant la manif gilets jaunes de l'acte X, des CRS ont enfermé une trentaine de personnes dans la station Jeanne d'Arc, sous prétexte de les protéger des violences en cours à l'extérieur. La station a rapidement été enfumée, et il a fallu l'intervention des manifestants pour enfoncer la porte et évacuer les gens. Pendant ce temps, Tisséo (équivalent de nos délicieux TCL) déclare qu'il n'y a « pas d'incidents à l'intérieur de la station »

Liberation a révélé récemment un rapport interne de la gendarmerie qui date de l'été dernier. On y apprend que des experts ont testé la puissance réelle des GLI-F4 et qu'elle apparaît largement supérieure à celle annoncée par le fabricant. Le gouvernement a visiblement conscience de la dangerosité de cette arme puisqu'il a annoncé son retrait sauf que, zéro déchet oblige, ça sera après l'épuisement des stocks. A savoir? L'Etat refuse de communiquer à ce sujet, et en attendant, la grenade continue de mutiler les manifestants.

Mediapart a fait fuiter un enregistrement très compromettant pour Alexandre Benalla et son compère Vincent Crase. Bien sûr, la macronie a peu apprécié la mise en pièce de la défense de ses protégés et le parquet a ordonné une perquisition au siège du média. Celle-ci a finalement pu être évitée par la bande à Pleynel mais le gouvernement ne semble pas lâcher le morceau. Pensez donc, ils tremblent déjà fort, alors une énorme affaire d'Etat à gérer en plus..

Lors de l'audience au Conseil d'Etat sur l'interdiction du LBD, le ministère de l'intérieur a annoncé que depuis le début du mouvement, le LBD avait été utilisé 9 228 fois dont 1 065 tirs effectués par des gendarmes. Il y a eu plus d'utilisations lors de ces derniers mois que durant les années 2013 à 2017 ; le Conseil d'Etat a lui validé l'usage des balles de défense.

Enfin, on signale l'excellente revue de presse hebdomadaire réalisée par le Panier à salade. Certaines brèves pourront d'ailleurs être reprises dans nos colonnes, et pour en voir l'intégralité c'est sur leur compte twitter.

Armes de la police en France



et ailleurs en europe

